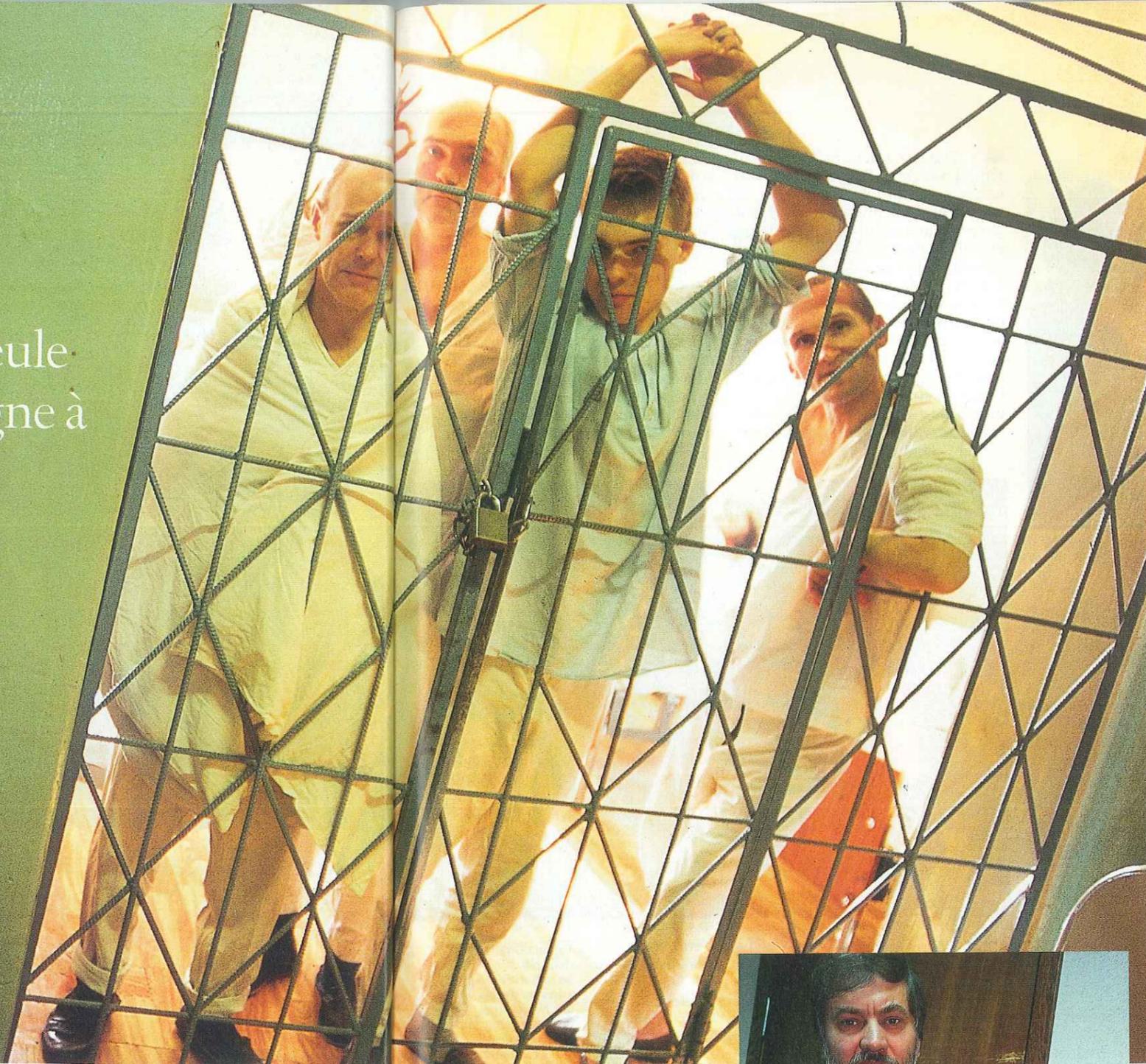
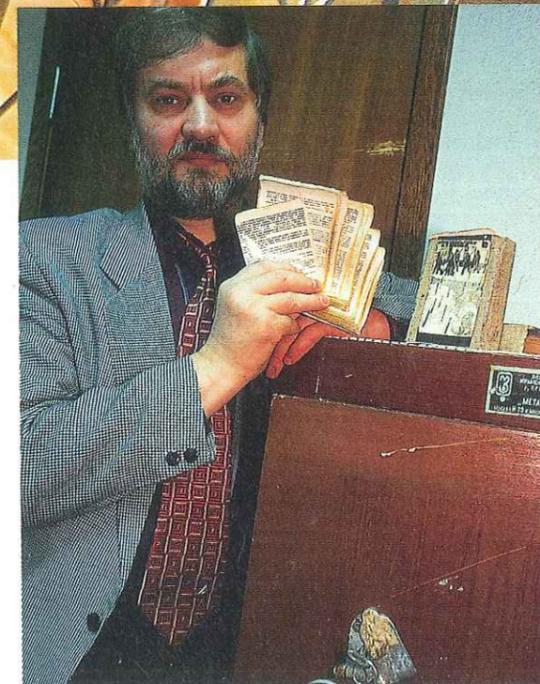


Combien sont-ils, ceux qui, pour avoir osé s'opposer au régime soviétique, se sont retrouvés dans un goulag psychiatrique ? Seule certitude : le régime actuel rechigne à admettre leur « guérison »

> de notre envoyé spécial Marc Epstein, avec Alla Chevelkina



# Russie : ces dissidents qu'on dit encore fous

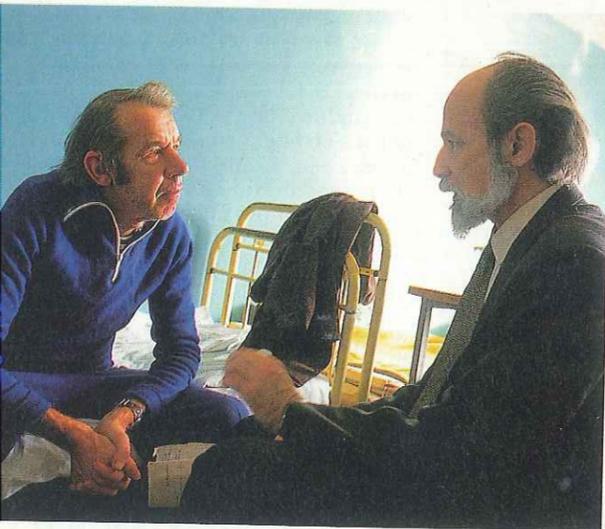


Viatcheslav Igrounov n'est pas un citoyen comme les autres. Selon la loi russe, il lui est interdit de se marier, d'acheter un appartement, de conduire une voiture, de voyager à l'étranger, de posséder une arme à feu. Comme à des milliers d'anciens dissidents soviétiques, ces droits lui ont été retirés quand, en 1975, une commission de psychiatres l'eut déclaré « irresponsable ». Voilà pour les principes. En pratique, toutefois, la Russie n'appliquant guère sa législation, Igrounov, âgé de 50 ans, exerce librement ses droits civiques. Mieux : c'est un élu, qui siège à la Douma, le Parlement de Russie ! Il est réhabilité sur le plan judiciaire, comme tous les opposants au défunt régime soviétique, mais son dossier médical demeure inchangé : aux yeux de la psychiatrie russe, M. le Député est schizophrène. Ses électeurs apprécieront... Afin de régulariser sa situation, Igrounov devrait subir obligatoirement une nouvelle expertise psychiatrique. « Pourquoi accepterais-je ? demande-t-il. Si l'Etat veut reconnaître son erreur et me déclarer sain d'esprit, qu'il ne s'en prive pas ! Et qu'il me présente ses excuses ! Ce n'est pas à moi de prendre une telle initiative. »

Combien d'anciens contestataires se trouvent toujours ainsi taxés d'instabilité mentale ? Combien d'entre eux vivent dans cet inconfortable no man's land juridique ? Nul ne sait. Dix ans après le début de la perestroïka, la Russie hésite toujours à se pencher sur ce passé trop dérangeant. La plupart des archives restent fermées aux historiens et, faute de recherches, le nombre d'internements abusifs demeure inconnu. « Ce type de répression est insidieuse, car elle laisse peu de traces, explique l'historien Alexandre Daniel, de l'association Mémorial. Un hôpital est plus discret qu'un goulag. »

Parmi ceux qui, à l'époque, ont jugé « malades » des opposants en raison de leurs opinions politiques ou religieuses, nombreux sont les médecins encore en exercice. Aucun ancien responsable de la Santé n'a été poursuivi. Aucun clinicien non plus, de ceux que le Sénat américain qualifiait, en 1972, de *psychiatres bourreaux*. ...

Viatcheslav Igrounov, élu à la Douma mais toujours pas reconnu sain d'esprit. En haut, des internés en psychiatrie. Si les miradors ont disparu, les cellules sont toujours exigües.



Iouri Savenko (à droite) : « Certains confrères voyaient dans la foi chrétienne un signe de maladie. »

## « Les diagnostics étaient presque tous justes »

Tatiana Dmitrieva, 44 ans, est ministre de la Santé depuis août 1996. Psychiatre de formation, elle dirige en outre l'institut Serbski, de sinistre mémoire, par lequel ont transité de nombreux dissidents. Nommée à ce dernier poste en 1990, Dmitrieva est hors de cause pour ses activités à l'époque soviétique. Sa complaisance envers ses prédécesseurs, toutefois, a de quoi surprendre...

**L'EXPRESS : Les psychiatres russes sont-ils collectivement responsables des abus commis autrefois ?**

**TATIANA DMITRIEVA :** Non. Pour les médecins, assister le régime était chose naturelle : eux-mêmes dépendaient du bon vouloir de l'Etat, comme tous les citoyens de l'URSS. La loi ne protégeait pas l'individu ; elle défendait les intérêts de l'Etat. L'attitude des cliniciens, pendant cette période, était inhérente au système.

**Les psychiatres de l'institut Serbski agissaient-ils sur ordre ?**

Non. A mon avis personnel, la majorité des dissidents, internés contre leur gré pour des motifs politiques, souffrait effectivement de troubles psychiatriques à un niveau ou à un autre. Les diagnostics étaient justes, à quelques exceptions près.

**Combien de personnes ont été victimes d'internements abusifs ?**

Selon une émission que j'ai vue à la télévision, entre 500 et 600 dissidents ont été hospitalisés contre leur gré, dans les années 60-70 (1). Les plus connus ont transité par l'institut Serbski, où environ 1 sur 2 a été jugé irresponsable. Mais je vous répète que ces diagnostics étaient justifiés, dans leur écrasante majorité. Les abus d'ordre politique se comptent sur les doigts d'une main. Et encore... Les médecins ont fait interner des opposants sains d'esprit dans un souci humanitaire : mieux vaut l'hôpital que le camp (2).

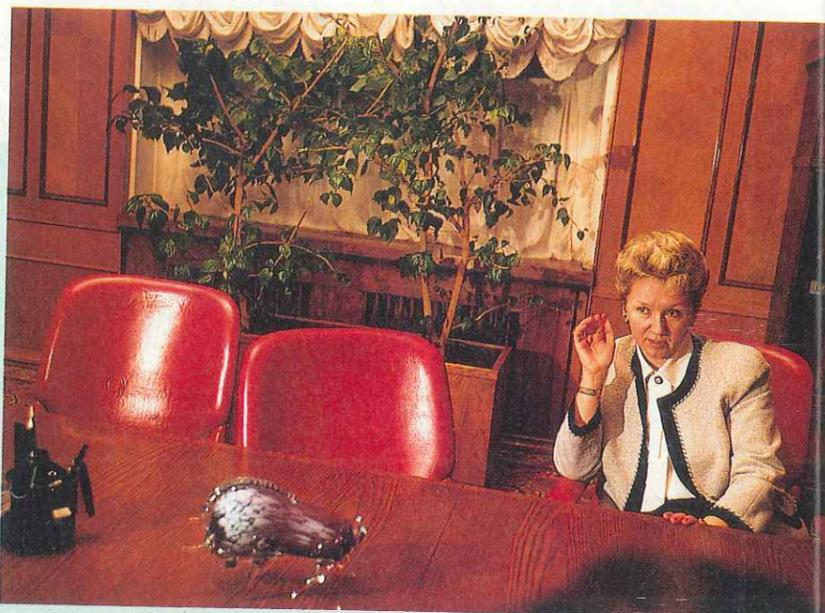
**Pourquoi si peu d'enquêtes sur ce sujet ?**

Cela coûterait trop cher. Il faudrait étudier tous les

... Ouvrier à la retraite, Mikhaïl Kukobaka (voir l'encadré page 84) se dit « communiste mais hostile aux idées de Lénine ». Cette particularité lui a valu, en 1972, d'être expédié à près de 300 kilomètres à l'ouest de la capitale, dans l'hôpital-prison de Sytchovka : « Nous vivions dans des cellules fermées à clef. Les politiques étaient mêlés aux vrais fous. Les aides-soignants étaient des condamnés de droit commun qui battaient les patients. Deux en sont morts. Personne ne prétendait soigner ; les médicaments servaient à punir. Les doses

massives d'insuline nous faisaient perdre connaissance. Celles de sulfazine – un produit dérivé du soufre – déclenchaient de fortes fièvres et une paralysie passagère. Entre nous, on l'appelait la *goulagzine*. »

A présent, des barbelés coiffent toujours les murs grisâtres de l'hôpital de Sytchovka ; les miradors et les chiens-loups, eux, ont disparu voilà une quinzaine d'années. Le médecin-chef, Mikhaïl Fedorov, est un homme cassé, à la tête d'un bateau ivre : une clinique presque sans médicaments, où les patients – des crimi-



dossiers, l'un après l'autre, dans chaque établissement. **Les archives de l'institut Serbski sont-elles ouvertes aux chercheurs indépendants ?**

Non. Par respect pour la vie privée des anciens patients.

**De quels recours dispose une victime d'abus psychiatriques ?**

Nous avons des lois ! Il lui suffit de déposer plainte, puis de subir une expertise à l'issue de laquelle, le cas échéant, cette personne sera reconnue en bonne santé. Mais les dissidents ne s'adressent pas à nous. Beaucoup sont partis en Occident. Où ils sont, pour certains, soignés dans des hôpitaux spécialisés.

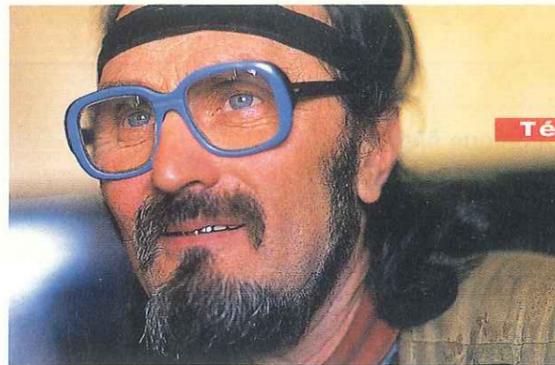
**Dans la Russie d'aujourd'hui, les aides-soignants de plusieurs cliniques psychiatriques sont des condamnés de droit commun. Est-ce normal ?**

Les autres ne veulent pas travailler dans ces établissements, qui se trouvent souvent loin des grandes villes. Nous manquons de personnel. ● **Propos recueillis par M. E.**

(1) Environ 20 000 opposants ont subi un traitement psychiatrique pendant cette période, selon Alexandre Podrabinek, du groupe Helsinki (NDLR).

(2) Beaucoup de dissidents prétendent que le goulag était préférable à l'asile (NDLR).

Tatiana Dmitrieva, ministre de la Santé : « Les médecins ont fait interner des opposants sains d'esprit dans un souci humanitaire. »



### Témoignage

« Il y a une vingtaine d'années, j'étais mineur dans la région de Kirovograd. Les conditions de sécurité étaient pratiquement inexistantes au fond du puits, alors j'ai créé un syndicat indépendant. La loi l'autorisait, en principe. J'ai été arrêté le 11 octobre 1982 et accusé de mensonges anti-soviétiques. Les médecins ont diagnostiqué une schizophrénie à évolution permanente et j'ai été interné pendant trois ans à l'hôpital-prison de Dniepropetrovsk. J'ai perdu toutes mes dents, à cause des injections massives de neuroleptiques. Quand on est sain d'esprit, tous ces médicaments, ce n'est pas bon pour la santé... »  
**Vilen Otchakovski, 59 ans.**

Vilen Otchakovski : « Quand on est sain d'esprit, tous ces médicaments, ce n'est pas bon pour la santé. »

nels qui souffrent de troubles divers – sont enfermés à clef dans des cellules trop étroites. Les fenêtres protègent mal du vent glacial de la plaine ; dans les couloirs, le visiteur croise des malades aux allures de fantômes qui déambulent, grelottant de froid, drapés dans leur couverture. Sous un portrait de Lénine, œuvre d'un patient, Fedorov nie les mauvais traitements d'autrefois : « Nos anciens patients racontent un peu n'importe quoi. Ils ont fait beaucoup de tort à la psychiatrie russe. Comprenez-moi bien : il fallait être un peu fou pour s'opposer à la machine d'Etat soviétique... »

### De Boukovski à Pliouchtch

Dès 1922, Lénine suggère l'internement psychiatrique du commissaire du peuple aux Affaires étrangères, Gueorgui Tchitcherine, accusé d'être trop conciliant à l'égard des délégués américains lors de la conférence de Gênes... Dans les années 30, le psychiatre Andreï Snejnevski estime qu'un individu peut souffrir de schizophrénie sans en présenter les symptômes, ce qui permet au régime de faire interner le premier venu. Les citoyens qui aspirent à d'autres idéaux que ceux de Marx et de Lénine sont affligés par les thérapeutes de « délire réformiste », d'« inaptitude à vivre en société », ou d'« activité unitaire prônant des réformes politiques ». Au cœur de Moscou, les cliniciens de l'institut Serbski, principal institut de psychiatrie médico-légale du pays, appliquent de tels diagnostics à de nombreux dissidents, avant de les envoyer dans l'enfer de l'asile : l'écrivain Vladimir Boukovski, le mathématicien Leonid Pliouchtch, le général Piotr Grigorenko...

Pendant une longue partie du XX<sup>e</sup> siècle, les médecins soviétiques ont ainsi foulé aux pieds le serment d'Hippocrate : « Je soignerai les malades [...] et j'éviterai de leur faire du mal ou de leur causer du tort intentionnellement. » Les autorités de Moscou, logiques avec

Pour les victimes, le cauchemar se poursuit. Comment prouver son équilibre mental ? Comment démontrer le caractère abusif de l'internement ? Même l'actuel ministre de la Santé affirme que les dissidents souffraient bien de troubles divers (voir l'interview page 82)... « Ces interrogations sont secondaires, tranche l'historien Alexandre Daniel. La seule question qui importe est la suivante : le danger que ces individus représentaient pour la société justifiait-il leur enfermement ? A l'évidence, non. »

Les nouveaux maîtres du Kremlin se hâtent lentement pour faire la lumière sur ce sujet, gênant entre tous. Boris Eltsine a bien réuni une commission d'enquête sur la répression politique en URSS... mais ses membres n'ont pas été autorisés à consulter toutes les archives.

Malgré ces obstacles, un membre de la commission présidentielle, Anatoli Prokopenko, a pu trouver, dans les dossiers du bureau politique, les preuves de mauvais traitements systématiques. Ainsi, en 1956, peu ...

Des petits prix qui vous ouvrent un grand choix!

PARIS - NEW YORK 1870 F\*  
A/R avec British Airways

PARIS - SAN FRANCISCO 2480 F\*  
A/R avec British Airways

SEMAINE EN MARTINIQUE 4170 F(1)  
A/R Paris Fort de France, 9J/7N en hôtel\*\* - Coralina

PARIS - MANCHESTER 790 F\*  
A/R avec Cathay Pacific

PARIS - MEXICO 3080 F\*  
A/R avec British Airways

\*Prix A/R hors taxes aériennes, à partir du 01/04/97, modifiables sans préavis.  
(1) Prix/pers, en chambre double avec petit déjeuner, à partir de et à certaines dates, hors taxes aériennes, assurance assistance, rapatriement et bagages incluse.

La liberté de choisir, réserver et acheter votre voyage pour 1,29F/mn.

3615  
CARLSON

ou 01 44 90 33 34

Carlson  
Wagonlit  
Travel

Conditions d'application au 3615 CARLSON - LU 07550101 - www.carlson.com

... après l'accession de Khrouchtchev au pouvoir, une tournée d'inspection révèle la présence de personnes saines d'esprit, battues et maltraitées, à l'hôpital de Kazan. « Je dispose des noms de 2 000 opposants divers, détenus dans cinq hôpitaux, entre 1970 et octobre 1989 », souligne Prokopenko. Une extrapolation au niveau national me fait aboutir au chiffre hypothétique de 15 000 à 20 000 victimes pour l'ensemble de la période soviétique. » Ces estimations sont de 10 à 100 fois supérieures à celles qui sont admises généralement.

Prokopenko accuse le Kremlin d'enterrer son rapport : « Mon enquête a duré six mois. A présent qu'elle est terminée, on m'explique

#### Témoignage

« J'étais ouvrier sur un chantier du bâtiment quand le KGB m'a arrêté, le 14 avril 1970 : ils avaient trouvé chez moi une lettre dans laquelle je regrettais l'invasion de la Tchécoslovaquie, deux ans plus tôt. Un tribunal m'a jugé coupable de propagande antisoviétique et les psychiatres de l'institut Serbski m'ont déclaré irresponsable. J'ai été interné à l'hôpital-prison de Sytchovka, à 180 kilomètres à l'ouest de Moscou. Par la suite, j'ai passé dix-sept ans et demi dans divers camps et hôpitaux. L'an dernier, un ami a rencontré l'un de mes anciens médecins. Il se souvenait de mon cas : "Ah oui ! Kukobaka ! Il a manqué d'instinct de conservation !" »  
Mikhaïl Kukobaka, 61 ans.

à différents niveaux de l'administration que ce thème n'intéresse plus. En fait, le parquet et le gouvernement ne veulent pas reconnaître la moindre responsabilité dans ce qui s'est passé. Car la procédure ouvrirait la voie à d'éventuelles demandes d'indemnités. Elle coûterait cher. Alors, on ne la mène pas. »

Emmanuel Gouschanski, psychiatre, a assisté Prokopenko dans ses recherches. Il s'inquiète de la mauvaise volonté des Russes à rouvrir ce dossier : « Il faut publier tous les documents, estime-t-il, et toutes les instructions à l'origine de la répression. Les médecins ont pour vocation de soigner des malades. Si certains confrères ont commis des abus, nous devons reconnaître notre responsabilité collective. Sans ce préalable, comment la psychiatrie russe peut-elle espérer progresser ? Pour nous, ce serait un acte de libération. Sinon, demain, quand un nouveau régime totalitaire s'emparera du pouvoir, la répression psychiatrique sera réactivée en un clin d'œil. » ●

REPORTAGE  
PHOTO :  
J.-P. GUILLOTEAU/  
L'EXPRESS



## > chronique Alexandre Adler Proche-Orient : le risque extrémiste

Avec l'attentat de Tel-Aviv, l'émeute de Hébron et la quasi-rupture de leur dialogue, Israéliens et Palestiniens ont approché une nouvelle fois du gouffre, pour une nouvelle fois peut-être reprendre haleine dans l'immense effort sur eux-mêmes qui peut seul les conduire jusqu'à la paix.

Si terribles à vivre que soient chaque fois ces moments de vérité, ils semblent malheureusement nécessaires au bon développement des négociations. Ils font, en effet, réaffleurer la véritable dynamique du conflit : l'accord d'Oslo a permis la découverte d'un authentique terrain d'entente entre deux minorités éclairées, juive et arabe, pas seulement israélienne et palestinienne, qui, étape après étape, doivent rallier autour du compromis signé un nombre croissant d'acteurs israéliens et palestiniens. Faute de cela, tout retombe, mais, comme dans une ascension en montagne, le danger de dévisser augmente et risque d'être, de part et d'autre, de plus en plus meurtrier.

Depuis le début du processus de paix, Arafat doit ménager ses extrémistes. Particulièrement les intégristes sunnites de Hamas, qui haïssent Israël, mais se défient d'une alliance trop étroite avec les baasistes laïques de Damas et les intégristes chiites de Téhéran. Arafat cherche donc à installer Hamas comme une opposition légale à l'intérieur de son Etat palestinien en construction. Dans ce dessein, il a choisi un ministre de la Sécurité, Jibril Rajoub, qui en est assez proche. Après un délai symbolique, Arafat a également libéré, une fois encore, des intégristes pour éviter que ne se constitue une poche protestataire potentiellement dangereuse dans la bataille de volontés qui l'oppose à Netanyahu sur Jérusalem. Au passage, il a trop parlé et encouragé verbalement les militants de Hamas. Résultat : quelques heures plus tard, il se trouvait confronté à un attentat sanglant, dont l'opinion israélienne le tient d'emblée pour responsable. A tort, puisque ces libé-

rations avaient exactement la finalité inverse.

Du côté d'Israël, le problème n'est pas fondamentalement différent : il faut intégrer, là aussi, de nouvelles forces au processus d'Oslo avant qu'il soit trop tard. Avec beaucoup de légèreté, Shimon Peres avait refusé cette voie après l'assassinat de Rabin en écartant des élections anticipées et un cabinet d'union élargi aux modérés du Likoud. Malgré un début déplorable et une prise de risques énorme, Netanyahu a fini par débloquer la situation en reconnaissant, à Hébron, qu'il n'avait pas d'autre voie que d'appliquer, à son tour, les accords d'Oslo. Mais, devant la conséquence ultime de son geste – l'éclatement de la coalition qui l'a élu – Netanyahu a reculé, ainsi que l'avait fait Peres, et relancé la tension. Comme pour Arafat avec Hamas, l'échec de Netanyahu est patent : pressé par le roi Hussein, mais également par le président Weizman, le ministre de la Défense Itzhak Mordechai, et surtout par les Américains, il a fini par proposer à l'OLP, juste avant l'attentat de Tel-Aviv, une accélération du processus de paix devant aboutir à un règlement immédiat et définitif du statut de la Cisjordanie. Si, à l'issue de la nouvelle crise, Yasser Arafat accepte cette proposition du bord du gouffre, la voie sera logiquement ouverte à un gouvernement d'union nationale que beaucoup, en Israël, appellent de leurs vœux pour débloquer la situation.

Du succès de cette manœuvre difficile et pourtant nécessaire dépend la reprise de l'ascension en cordée israélo-palestinienne. Avec cependant une dissymétrie importante : Netanyahu aura dû renoncer à son rêve de coalition nationaliste homogène au profit d'une union avec la gauche qui réduira largement son autorité de premier Premier ministre d'Israël élu au suffrage universel. A l'inverse, Arafat devra renoncer, au moins pour un temps, à intégrer politiquement les islamistes à un Etat palestinien qui n'existe pas encore. ●